

Interdiction de fumer dans de nouveaux lieux publics



Interdiction de fumer dans de nouveaux lieux publics

De nouveaux lieux extérieurs sont concernés par l'interdiction de fumer à partir du 1er juillet 2025.

Cette mesure est destinée à prévenir les addictions et à protéger les plus jeunes.

Quels sont les lieux concernés ?

Un décret, paru au Journal officiel du 28 juin 2025, vient encadrer l'interdiction de fumer dans plusieurs lieux publics extérieurs fréquentés par les jeunes.

Les nouveaux lieux concernés par l'interdiction de fumer sont :

les parcs et jardins publics,

les plages bordant des eaux de baignade, pendant la saison balnéaire,

les zones affectées à l'attente des voyageurs, comme les abribus par exemple, pendant les heures de service,

les abords immédiats des établissements scolaires, des établissements destinés à l'accueil, à la formation ou à l'hébergement des mineurs, des bibliothèques et équipements sportifs, à compter de la publication de l'arrêté qui viendra préciser que le périmètre doit être d'au moins 10 mètres, soit dans les tout prochains jours,

les espaces ouverts et abords des bibliothèques, piscines, stades et installations sportives, pendant les heures d'ouverture.

Ces lieux deviendront juridiquement des espaces sans tabac, comme les lieux clos recevant du public.

Le décret prévoit que toute infraction à cette règle pourra être sanctionnée par une contravention de 4^e classe, soit une amende forfaitaire de 135 euros, pouvant aller jusqu'à 750 euros.

Comment reconnaître une zone non-fumeur ?

Le ministère du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles a dévoilé, le 30 juin, une nouvelle signalisation officielle des « espaces sans tabac », conçue pour accompagner l'entrée en vigueur du décret dans le cadre du Programme national de lutte contre le tabac 2023-2027.

Pourquoi étendre l'interdiction de fumer ?

Alors que 90 % des fumeurs commencent avant 18 ans, les nouvelles interdictions de fumer visent explicitement les lieux de sociabilité quotidienne des jeunes.

L'objectif est de contribuer à dénormaliser le tabac et limiter son attractivité sociale. Ces interdictions visent également à préserver l'environnement, notamment en limitant les déchets liés aux mégots.

Entre 20 000 et 25 000 tonnes de mégots sont abandonnés annuellement. Un seul mégot peut polluer jusqu'à 500 litres d'eau.

Quelle sont les autres mesures prises pour aller vers une génération sans tabac ?

La généralisation des espaces sans tabac s'accompagne de mesures pour prévenir des addictions et protéger les plus jeunes, afin que les enfants qui naissent aujourd'hui grandissent dans **une génération sans tabac**. Il s'agit de :

la réduction du taux de nicotine autorisé dans les produits du tabac et du vapotage,

la limitation stricte des arômes dans les produits de vapotage. Ces produits sont des portes d'entrée vers la dépendance et seront encadrés dès l'année 2026.

La vente, la fabrication et la distribution des dispositifs électroniques de vapotage à usage unique, dites puffs, ne sont déjà plus autorisées en France.

La consommation de tabac tue chaque année 75 000 personnes en France, ce qui représente plus de 200 décès par jour.

Le coût social du tabac est, lui, estimé à 150 milliards d'euros par an.

La fumée de tabac, même en extérieur, est responsable de 1,2 million de morts prématurées dans le monde chaque année, selon l'OMS.

Source : infos.gouv.fr


GOUVERNEMENT
*Liberté
Égalité
Fraternité*



Fumer ici vous expose à une amende forfaitaire de 135€ ou à des poursuites judiciaires.

Pour arrêter de fumer, faites-vous aider.

Rendez-vous sur tabac-info-service.fr ou appelez le 3989.

Articles R3512-2 et R3515-2 du code de la santé publique